

**« Investissements humains et finance de long terme »  
Entretiens Economiques Européens des 10 et 11 décembre 2009**

**Conclusions de Philippe Herzog,  
président fondateur de Confrontations Europe**

Ce colloque est l'aboutissement d'un an de travail sur l'investissement humain, le financement à long terme, l'action contre le changement climatique et la politique de l'énergie. Nous avons définis ces trois domaines dès le deuxième semestre 2008, comme représentant des défis essentiels pour la sortie de crise ; l'actualité nous a donné raison. Nos travaux communs ont bien avancé cette année. Pour autant, nous n'avons pas encore des résultats détaillés – du prêt à porter en quelque sorte – pour les politiques à mener, mais nous présentons des arguments et des pistes solides. Notre travail collectif progresse, grâce à une interaction fructueuse entre acteurs de terrain, économistes, entreprises et institutions financières et publiques. Cela nourrit de nouvelles ambitions pour l'avenir. Ces thèmes seront encore prioritaires sur notre agenda en 2010. Nous sommes sur la bonne voie.

On ne saurait, à chaud, faire un résumé exhaustif ; mes conclusions présenteront des réponses aux questions posées successivement dans ces deux journées : quels sont les scénarios de sortie de crise ? Quelle dynamique d'emploi-formation à créer ? Quel financement de l'investissement sur le long terme ? Je terminerai avec les rendez-vous à venir.

D'emblée, nous avons d'abord convenu que les responsables politiques n'étaient pas prêts et n'avaient pas analysé les conditions de sortie de crise comme il l'aurait fallu, même si certains éléments ont fait consensus. On a pris du retard, et surtout la façon de formuler les questions n'est pas la bonne : se demander jusqu'à quand il faut maintenir le soutien public en espérant que le secteur privé va prendre le relais est un biais. L'intervention publique restera durable, et si le secteur financier n'est pas assaini, rénové et responsabilisé, on risque d'attendre longtemps le relais. Il faut bien voir que nous assistons à une crise structurelle du capitalisme, et non à une crise seulement financière. Donc, il faut changer la structure pour obtenir une reprise soutenable : restructurer le domaine public, et le domaine privé - finance en priorité -, changer leur rapport - contrôle public quand il le faut mais aussi associations et partenariats -, dans une perspective d'efficacité sociale à restaurer. Nous avons également convenu qu'il fallait penser long terme pour imaginer la transition et la sortie de crise, et dans cette perspective, prendre les décisions à court terme de façon structurée, rapide et intelligente. Nous avons dit de même, mais sans pouvoir développer cela ici, qu'il était impératif de situer cette stratégie pour l'Europe dans un nouveau contexte global.

Une nouvelle crise financière n'est pas exclue à court terme. Les risques de quasi-stagnation chaotique ou durable sont importants. Mais en travaillant bien, on peut penser sortir de la

crise d'ici quatre à cinq ans, après une transformation structurelle des comportements et des institutions. Si les dirigeants ont su être keynésiens en 2008 pour empêcher que la crise ne se transforme en dépression, réunir les conditions d'une sortie de crise durable est plus difficile.

Que faire face à la montée du chômage ? Promouvoir l'emploi et construire une relation formation-emploi est aussi urgent que difficile, qui plus est dans une perspective de profondes restructurations des activités industrielles et des services – Enrique Calvet Chambon est allé jusqu'à dire « le ciel nous tombe sur la tête » ; cela ne vaut pas seulement pour l'Espagne. Une telle situation a un écho profond dans notre histoire personnelle, à Claude Fischer et à moi-même. Elle nous renvoie à la fin des années 1970 et aux années 1980 et 1990, quand nous avons vécu les souffrances de la désindustrialisation, l'humiliation des ouvriers – la classe ouvrière, où est-elle désormais, en France du moins ? – face à une incapacité des gouvernants à concevoir une politique pour finalement en venir à des palliatifs comme la diminution du temps de travail – avec les effets pervers que l'on sait – et les emplois jeunes. L'expérience nous le prouve : on ne sait pas anticiper et gérer les restructurations.

On critique le marché ; mais c'est lui qui dicte encore les évolutions. Où est la construction sociale publique ? Dans les circonstances actuelles, il ne faut pas accepter que le marché dicte sa loi, cela signifierait par exemple qu'on se résigne au fait qu'il n'y aura plus d'industrie électronique en France. L'emploi se construit, et les députés européens quoiqu'ils disent, doivent prendre aussi leur part de responsabilités dans ce domaine. Critiquer le marché ne suffit pas.

Nous proposons de ne pas envisager l'emploi seulement comme résultant d'une politique macroéconomique visant à créer une demande globale. Elle est nécessaire, mais nous avons impérativement besoin aussi de politiques industrielles, et également de politiques de formation pour l'emploi. Les travailleurs ne doivent pas être jetés hors du marché du travail, il faut mettre en formation tous ceux qui en ont besoin pour aller vers de meilleurs emplois et de nouveaux métiers, et organiser les transitions professionnelles. Il n'est pas question de s'en remettre au marché et à la concurrence, il s'agit là d'investissements humains appelant des politiques publiques et des coopérations public-privé.

Cela suppose une capacité d'anticiper, donc des travaux de prospective macroéconomique et sectorielle. C'est le devoir de l'Union européenne de faire aujourd'hui un état des lieux prospectif du système de production européen, avec ses forces et ses faiblesses, pour choisir des options nouvelles dans la division internationale du travail, faute de quoi on resterait aveugles. Face à la crise et face à la compétition extérieure qui bouleverse nos industries, nous devons les consolider pour les défendre, et organiser des opérations de développement dans des domaines, comme l'énergie et la politique climatique, la santé et l'alimentation, la numérisation... Jacky Fayolle s'est interrogé sur le modèle sous-jacent aux travaux *New skills new jobs*. N'ont-ils pas sous-estimé par exemple les besoins en métiers de techniciens, en entérinant des perspectives de recul industriel sans intégrer des potentiels de reprise ?

Dans l'esprit de *Confrontations Europe*, il faut conforter le camp de base européen dans la mondialisation, et se tourner vers l'avenir. Comment par exemple traiter les transferts de technologie ? Il faut bâtir un intérêt mutuel. On a fait valoir que les classes moyennes d'Asie, fortes de centaines de millions de personnes, vont constituer de nouveaux débouchés – mais est-ce là l'option principale pour l'industrie manufacturière ? Les grandes entreprises pourront s'implanter ailleurs pour chercher des débouchés, et laisseront tomber la base Europe si son marché intérieur ne se construit pas solidement et si l'on ne coopère pas dans cet espace.

L'articulation de la formation à l'emploi nécessite la mobilisation et la coopération des acteurs du terrain, elle ne doit pas être imposée du haut vers le bas, mais l'action publique doit y inciter. On a beaucoup parlé ici d'approches sectorielles, j'ajoute avec également une perspective intersectorielle, avec des reconversions. Il faut bâtir ces relations, et donc créer des outils adéquats. C'est ce que propose la Confédération européenne des syndicats, avec la création d'un conseil sectoriel pour anticiper et gérer les restructurations dans le secteur automobile. Le minimum à demander aux pouvoirs publics et européens est qu'ils réunissent les entreprises du secteur pour examiner, avec les responsables sociaux et territoriaux, la façon dont les restructurations seront gérées.

Nous avons peu parlé des territoires, où se gèrent les transitions professionnelles et d'activité, et où des coopérations transfrontières seront nécessaires. Ceci nécessite de penser la mobilité : elle passe par l'indispensable sécurisation des droits, mais aussi par la création d'infrastructures qui permettent la sécurisation des parcours. Actuellement, il n'y a même pas de coopération entre les services publics de l'emploi des différents pays. Notre perspective implique un renouveau du dialogue social et comme le demandait déjà *Confrontations* en 1998 dans un rapport au gouvernement français, de « *Créer un système de relations industrielles* ». Mon rapport est resté dans les tiroirs, il est toujours d'actualité.

La formation est une dimension clé, François Michaux l'a prouvé ; des acteurs de terrain comme Ildiko Kovacs et Jean-Christophe Prunet ont tiré la sonnette d'alarme et appelé à agir. Les pénuries de compétences sont dramatiques. Je n'entame pas ici la vieille antienne de l'adéquation de la formation à l'emploi : les emplois se dérobent, ce qui nous force à être plutôt dans l'anticipation. Il faut travailler sur la formation avec les partenaires sectoriels et territoriaux, dans une dynamique d'innovation et de progrès de l'emploi, et mettre en place ensemble des formations continues dans la durée. Aujourd'hui on a recours au chômage partiel indemnisé, mais cela ne peut durer des années, demain combien de travailleurs se retrouveront sur le carreau ? Cela peut venir plus tôt qu'on ne pense. Dans le secteur automobile, les restructurations ont à peine démarré. Il faut mettre les gens en formation : les jeunes qui n'ont pas eu de formation professionnelle, les adultes qui sont extrêmement nombreux à avoir besoin d'une requalification – au passage je note que cette dimension est totalement absente dans les objectifs de l'emprunt français – ; et les seniors – cadres en particulier – devraient aider à former les générations suivantes dans les entreprises.

Derrière ces questions de formation se posent des problèmes sociétaux et culturels majeurs. Pour caricaturer, comment proposer à la jeunesse de devenir ingénieur, technicien de production ou ouvrier qualifié, quand les seuls modèles qui leurs sont présentés sont le triptyque footballeur, mannequin ou trader ? Si l'on ne suscite pas des motivations, il n'y aura pas de retour vers l'étude des sciences et des technologies, vers les métiers de la production. Je n'aborde pas ici le problème de la réforme de l'école, en filigrane.

Comment lier financement et emploi ? Tous les groupements professionnels parlent d'un gap et demandent de nouvelles relations. Werner Buelen a suggéré de transformer les plans de relance en plans emploi-développement durable. Dans le secteur de la construction, il faut financer les débouchés, et assurer une continuité par le crédit. S'agissant de la formation professionnelle, c'est moins le manque d'argent qui est déploré que le gaspillage des fonds, notamment dans un pays comme la France. Il faut s'efforcer de créer des pools de financement et cibler sur des projets formation-emploi les masses de ressources dévoyées actuellement. La finance doit servir à consolider la chaîne recherche-formation-emploi-production. L'Europe doit jouer le rôle de catalyseur, fournir des lignes directrices, réorienter les fonds structurels, et créer des fonds d'investissement.

Notre conférence s'est ensuite consacrée à la rénovation de la finance. Il est sage de prendre le temps d'assimiler ce que nous avons entendu et je serai bref. Je remercie Michel Aglietta et Franco Bassanini. La pensée de Michel se développe sous l'impact d'une crise, qui comme moi lui fait devoir de prolonger et développer toute sa réflexion antérieure.

Je retiens particulièrement la nécessité de nouveaux rapports entre les institutions publiques et la finance, et ceci aux niveaux macroéconomique autant que microéconomique. On a vraiment besoin d'une supervision forte, dans l'intérêt public. Or des superviseurs européens qui ne disposeraient pas de nouvelles règles communes, et dont les compétences et pouvoirs seraient réduits en raison des obstacles dressés au nom de la « souveraineté nationale », seraient inefficients. Il s'agit désormais de mettre en place une intervention publique durable dans un système où l'on avait donné tous pouvoirs aux opérateurs de marché. Elle doit être forte pour remettre les banques à leur place, et de l'ordre dans les classes d'actifs, agir contre le marché quand il le faut et organiser des marchés qui ne veulent pas l'être, comme le montrent les refus violents du côté de la finance anglo-saxonne. Les marchés devront être régulés et organisés de façon à empêcher les dérives de l'enflure spéculative et de sa contagion, ce qui contribuera à réduire le coût de la finance pour l'activité ; si les banques sont moins prédatrices et font moins de profits, elles auront aussi un rôle accru pour l'intermédiation entre dépôts et crédits. Et on pourra mobiliser une épargne massive mais mal utilisée, pour l'orienter vers des investissements durables si les investisseurs institutionnels qui gèrent l'épargne ne sont plus passifs ou embarqués dans la finance court termiste.

Les développements de modèles comme INGENUE (du CEPII) éclaireront les perspectives et les relations pour l'épargne et l'investissement entre les différentes régions du monde. Et l'on pourra, dans l'esprit de travaux comme ceux du rapport Stiglitz, améliorer la mesure de l'épargne socialement disponible pour une croissance soutenable.

Nous nous sommes interrogés sur le besoin de créer un régime de régulation particulier pour les investissements de long terme. Le débat n'est pas clos. En tout cas tout le système financier doit fonctionner avec un esprit de long terme et en vue de l'intérêt public. Franco Bassanini a exposé les initiatives du Club des investisseurs de long terme. Il a appelé à la création de familles entières d'investisseurs. C'est un des grands moments d'optimisme du colloque. Ces investisseurs pourront se déployer vers des projets de développement du capital humain, des infrastructures, avec de nouveaux partenariats public-privé. Mais il faudra que l'Union européenne fasse sa part du travail en proposant de nouveaux instruments financiers, comme les eurobonds, qu'elle mutualise des garanties et conçoive des incitations fiscales, bref avec une vue générale des conditions à réunir pour promouvoir l'investissement d'intérêt général.

Je n'oublie pas les questions de Peggy Hollinger sur l'évolution des comportements, l'individualisme, le stress au travail. Sans doute y a-t-il des risques de réactions sociales brutales ou même d'aventures populistes dans les années à venir. Pour autant, il n'y a pas lieu de désespérer et il faut voir les potentiels. On a connu des moments dans l'histoire passée, où donner aux gens des perspectives et les accompagner dans l'effort et l'initiative, a permis de réveiller les consciences et de modifier les comportements. Il faut éviter que la société civile ne réagisse de façon radicale. Selon le leitmotiv de *Confrontations*, on doit l'aider à construire, et garder le cap sur le positif. Mais la société civile doit aussi pouvoir compter sur ses représentants, qui eux-mêmes devront prendre et mieux exercer leurs responsabilités. Si je mentionne l'enjeu démocratique en dernier, il n'en est pas moins décisif.

Pour conclure, j'en viens aux rendez-vous que vous propose Confrontations en 2010. Notre rôle sera de mobiliser les acteurs et de créer des interfaces avec les institutions publiques. Nous le ferons notamment en lien avec notre club de députés européens, en amplifiant l'action au niveau communautaire. Dès janvier, nous répondrons à la consultation de la Commission sur la stratégie UE 2020. À vrai dire, nous aurions préféré une stratégie pour 2009-2014, avec un agenda clair, assorti d'engagements rigoureux, pour accompagner une perspective 2020 et au-delà. Il faut articuler le court terme et le long terme. Nous le ferons donc savoir. Nous aurons des initiatives très actives à Bruxelles sur la supervision financière : nous voulons influencer sa mise en place, afin que sa finalité ne soit pas seulement la stabilité financière mais aussi la croissance. Nous nous saisisons de la question du budget européen, et particulièrement de la redéfinition des perspectives financières. Il ne faut surtout pas manquer ce rendez-vous car il est crucial que l'Union, avec son propre budget, assume mieux ses responsabilités en relation avec les États membres, qui devront restructurer leurs finances publiques. Il faudra revoir la nomenclature des dépenses. Il faut des indicateurs permettant de penser le long terme et le bien public, lequel ne se limite pas à la recherche-développement et englobe aussi, selon nous, la solidarité. Nous aurons aussi plusieurs initiatives relatives à l'environnement – biocarburants et voiture propre – et au nucléaire. Et nous consacrerons tout notre séminaire annuel aux restructurations industrielles pour approfondir les défis formation-emploi-production, en vue de nouveaux EEE fin 2010.

Je ne conclurai pas sans remercier toute notre équipe et tous les membres de nos groupes de travail : ceux du « groupe crise », où participe Michel Aglietta, et tous les autres groupes, car en transmettant leur expérience, et en cherchant à partager avec nous des diagnostics et des propositions, les acteurs de terrain et nos amis des institutions nous ont permis de mieux préparer l'avenir ensemble.